

une formation à l'étranger manifestent un grand respect pour nos universités et nos écoles techniques. J'ai l'impression qu'un certain nombre de ces pays souhaiteraient envoyer, à leurs frais, un plus grand nombre d'étudiants dans les établissements d'enseignement du Canada. Grâce à nos efforts, nous pourrions les aider à se doter de la main-d'oeuvre spécialisée dont ils ont besoin pour se développer et se moderniser. Nous pourrions aussi inculquer à ses étudiants, dont un bon nombre occuperont un jour des postes de responsabilité dans leur pays, une bonne connaissance du Canada et de ses ressources, ce qui, avec le temps, nous permettrait de renforcer nos relations bilatérales avec leur pays.

Le gouvernement fédéral ne peut entreprendre seul un programme de ce genre à l'intention des étudiants de l'étranger: les provinces, qui sont chargées de l'éducation, doivent l'appuyer dans ses efforts. J'en ai discuté avec certains ministres provinciaux. Tous ont convenu que cette mesure serait profitable au Canada, tout en rendant service aux étudiants et aux pays intéressés. Par la même occasion, ils ont souligné la nécessité, pour les provinces, de participer pleinement à la planification et à la mise en oeuvre du programme, et ce afin d'éviter des situations très embarrassantes (par exemple, inscrire davantage d'étudiants étrangers à certaines facultés, la faculté de médecine entre autres, qui ne peuvent actuellement pas accepter tous les candidats canadiens qualifiés). Je crois savoir que les autorités fédérales et provinciales sont en train d'élaborer une politique de coopération portant sur la nature des programmes à offrir et les méthodes d'application.

Afin de resserrer nos liens économiques et technologiques avec ces pays, nous devons tenter d'élaborer une stratégie globale. Nous sommes en concurrence avec d'autres pays de l'OCDE qui sont dynamiques, ont beaucoup d'expérience et désirent obtenir des devises étrangères pour payer le pétrole qu'ils doivent importer. Nous devrions étudier les conditions de financement que nous offrons aux pays moins fortunés de cette partie du monde, afin de voir si, en modifiant nos pratiques, nous pourrions défier cette concurrence. Il importe cependant au premier chef de reconnaître que, dans la plupart des pays arabes, le rôle du gouvernement dans l'économie est généralement plus étendu qu'au Canada et que les Arabes aiment rencontrer et connaître les personnes avec qui ils font affaire. Il faut que des ministres et représentants de notre gouvernement fassent fréquemment des